

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/29600]

8 DECEMBRE 2016. — Arrêté 2016/854 du collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance, modifié par le décret du 21 janvier 2016, articles 2 à 8;

Vu l'arrêté 2013/576 du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 2013 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juillet 2016;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 7 juillet 2016;

Vu l'avis de la section hébergement du Conseil consultatif bruxellois francophone, donné le 22 septembre 2016;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 60.216/2 donné le 9 novembre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur le genre rendu le 18 novembre 2016;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Accueil de l'Enfance,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1° Le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 2° Le Membre du Collège : le Membre du Collège compétent pour l'octroi de subsides en infrastructures aux structures d'accueil pour enfants;
- 3° O.N.E. : Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 4° ZRU 2016 : Zone de Revitalisation Urbaine telle que définie par l'arrêté du 10 novembre 2016 du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « Zone de Revitalisation Urbaine », dite « ZRU 2016 »;
- 5° L'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;
- 6° Le montant maximum subsidiable : le montant maximum des achats, travaux et fournitures pris en considération pour calculer le montant de la subvention suivant les règles fixées aux articles 3 et 4 du décret et au présent arrêté;
- 7° L'autorisation : l'autorisation du milieu d'accueil octroyée par l'O.N.E. et visée au titre II du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et à l'article 6, §§ 1 et 2 du Décret du 17 juillet 2002 du Gouvernement de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »;
- 8° L'agrément : l'agrément du milieu d'accueil octroyé par l'O.N.E. et visé au Titre III du Livre 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;
- 9° La programmation des milieux d'accueil : la programmation visée au Titre I^{er} du Livre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;
- 10° Le taux de couverture des besoins : le taux calculé en divisant le nombre de places accessibles à tous dans les milieux d'accueil qui respectent la participation financière parentale déterminée par l'O.N.E. ou qui pratiquent une participation financière ne dépassant pas le montant déterminé à l'article 3 par le nombre d'enfants de moins de 3 ans;
- 11° Le quartier : entité spatiale locale, dessinée à partir des secteurs statistiques caractérisée par un haut degré de cohésion entre les activités quotidiennes des habitants et à laquelle ceux-ci s'identifient, telle qu'identifiée par l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA) dans le cadre du monitoring des quartiers de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 12° Le décret : le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance et ses modifications ultérieures;
- 13° Services sociaux : services qui aident socialement les personnes et qui comptent parmi les membres du personnel des assistants sociaux, infirmiers ou infirmiers sociaux, à savoir :
 - les services sociaux agréés par une Commission communautaire, la Région de Bruxelles-Capitale, une Communauté,
 - les Centres publics d'action sociale,
 - les Centres d'Action Sociale Globale,
 - les Maisons d'accueil en Région de Bruxelles-Capitale,
 - les Services d'aide à la jeunesse,
 - les Projets de cohésion sociale,
 - les Associations de lutte contre la pauvreté,
 - les Structures d'accueil d'urgence pour sans-abris agréées par la Commission communautaire commune,
 - les Organismes d'insertion socio-professionnelle,
 - les Associations proposant des cours d'alphabétisation dans le cadre du parcours d'accueil.

Les partenariats avec les antennes locales de consultation pour enfants O.N.E. et les lieux de rencontre parents-enfants peuvent également être pris en considération;

- 14° Enfants issus de familles fragilisées : enfants qui répondent au minimum à l'un des critères suivants :
- sont issus d'un ménage dont le revenu se situe sous le seuil de risque de pauvreté, tel que calculé par le SPF Economie,
 - sont issus d'un ménage monoparental composé d'un seul adulte et de un ou plusieurs enfants à charge et dont le revenu net est inférieur à un montant équivalent au seuil de risque de pauvreté pondéré par un indice pour le chef de famille de 1.25,
 - dont les parents ou tuteurs légaux font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants,
 - dont les parents ou tuteurs légaux sont sans domicile fixe,
 - dont les parents ou tuteurs légaux sont inscrits au parcours d'accueil organisé par la Commission communautaire française,
 - dont la mère est mineure d'âge ou fréquente l'enseignement secondaire,
 - sont accueillis à la demande d'un service d'aide à la jeunesse ou de protection de l'enfance, suite à une décision judiciaire,
 - dont l'accueil relève de la protection de leur intérêt supérieur.
- 15° Equipement : ensemble du matériel (exemples : lave-linge, lave-vaisselle) nécessaire au fonctionnement du milieu d'accueil, à l'exclusion de l'ameublement, du petit matériel (exemple : vaisselle, couverts, jouets, rideaux, tentures) et du matériel informatique;
- 16° Premier ameublement : ensemble des meubles (exemples : tables, chaises, armoires, lits, bureaux,) destinés à l'ouverture de nouvelles places en milieux d'accueil, à l'exclusion du petit matériel (exemples : draps, linge, vêtements, fournitures de bureaux).

CHAPITRE II. — Dispositions communes relatives aux subventions

Art. 3. Sont considérés comme accessibles socialement les milieux d'accueil d'enfants qui respectent la participation financière parentale déterminée par l'O.N.E. pour les places faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté ou qui pratiquent une participation financière ne dépassant pas 1,5 euro par heure, 6 euros par demi-journée, 10 euros par journée complète d'accueil ou 25 euros par semaine pour les places faisant l'objet d'une subvention en vertu du présent arrêté.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice des prix à la consommation. L'adaptation s'effectue le 1^{er} janvier de chaque année selon la formule suivante :

$$\frac{\text{montant} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

Dans cette formule, l'indice de base est celui du mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté et le nouvel indice est celui du mois de septembre de l'année précédant celle de l'adaptation.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant maximum subsidiable est fixé à :

- 1° 32.000€ par place pour l'achat de bâtiment et les travaux pour les milieux d'accueil repris à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil et conçus pour accueillir des enfants en collectivité et en externat;
- 2° 47.000 euros par place pour l'achat de bâtiment et les travaux pour les milieux d'accueil organisés par l'Office et les services d'accueil spécialisé de la petite enfance au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;
- 3° 800 euros par place pour l'équipement pour les milieux d'accueil cités aux points 1° et 2°;
- 4° 1.200 euros par nouvelle place créée pour le premier ameublement pour les milieux d'accueil cités aux points 1° et 2°.

Le montant maximum subsidiable est établi à la date du 1^{er} janvier 2016.

Le montant maximum subsidiable s'entend hors les postes visés à l'article 38, 2° à 5° et à l'article 53, 2° et 3°.

§ 2. Le montant maximum subsidiable suit les variations des salaires et charges sociales, de l'indice des matériaux et des taxes généralement quelconques. La formule d'actualisation des coûts est :

$$p = P \cdot (0,40 \frac{s}{S} + 0,40 \frac{i}{I} + 0,20)$$

Dans cette formule :

p est le montant de la dépense approuvée à la date du dépôt des offres;

P est le montant actualisé au 1^{er} janvier 2016 de la dépense approuvée p;

s et S représentent les salaires officiels de la construction, pour la catégorie A, d'application respectivement dix jours avant la date de dépôt des offres, et à la date du 1^{er} janvier 2016;

i et I représentent l'indice des matériaux respectivement pour le mois du dépôt des offres et pour le mois de janvier 2016.

Art. 5. Les révisions de prix contractuelles résultant des fluctuations des salaires et charges sociales, ainsi que des matériaux telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée n'entrent pas dans le calcul du montant maximum subsidiable.

Art. 6. Un taux d'intervention majoré à 90 pour cent est fixé en vertu de l'article 3, alinéa 2, a) du décret, pour :

- 1° des travaux et fournitures dans la limite des mesures indispensables pour que le bâtiment déjà affecté à un milieu d'accueil autorisé par l'O.N.E. puisse répondre de manière satisfaisante aux exigences de sécurité requises en la matière;

- 2° des travaux et fournitures qui sont exigés au cours de la réalisation d'un projet de construction nouvelle, au cas où ce projet a fait l'objet d'une attestation du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente certifiant que les exigences de sécurité requises en la matière étaient respectées et qu'il apparaît toutefois par la suite que des travaux et fournitures supplémentaires sont indispensables pour répondre à de nouvelles exigences de sécurité.

Art. 7. Les taux d'intervention majorés fixés en vertu de l'article 3, alinéa 2, *b)* et *c)* du décret sont les suivants :

§ 1^{er}. Pour les travaux, fournitures ou achats liés à des places existantes ou à des extensions de capacité :

- 1° soit 75 pour cent pour les établissements autorisés par l'O.N.E. et pour lesquels la participation financière parentale moyenne calculée sur base de la moyenne des quatre derniers trimestres calculés selon les modalités établies par l'O.N.E. et précédant l'introduction de la demande d'accord de principe est dans la tranche des 25 pour cent des participations les plus basses;
- 2° ou 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans une ZRU 2016;
- 3° ou 90 pour cent pour les établissements autorisés par l'O.N.E. et pour lesquels la participation financière parentale telle que définie au 1° est dans la tranche des 15 % des participations les plus basses;
- 4° ou 95 pour cent pour les établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans une ZRU 2016.

§ 2. Pour les travaux, fournitures ou achats liés à de nouveaux établissements :

- 1° soit 75 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur ou égal au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;
- 2° ou 80 pour cent pour les établissements visés au 1° lorsqu'ils sont situés dans une ZRU 2016;
- 3° ou 90 pour cent pour les établissements situés dans les communes dont le revenu médian des habitants est, au moment de l'introduction de la demande d'accord de principe, inférieur de 10 pour cent ou plus au revenu médian de la Région de Bruxelles-Capitale publié annuellement par l'Institut national des Statistiques;
- 4° ou 95 pour cent pour des établissements visés au 3° lorsqu'ils sont situés dans une ZRU 2016.

§ 3. Les résultats des calculs tels que visés aux § 1^{er}, 1° et 3° et § 2, 3°, sont arrondis à l'unité favorable aux établissements.

Art. 8. Les taux d'intervention majorés fixés en vertu de l'article 3, alinéa 2, *d)* et *e)* du décret sont de 75%.

Art. 9. Le taux d'intervention majoré fixé en vertu de l'article 3, alinéa 2, *f)* du décret est de 80%.

L'inclusion des enfants porteurs d'un handicap dans le milieu d'accueil sera intégrée au projet d'accueil soumis à l'O.N.E..

Art. 10. § 1^{er}. Le taux d'intervention majoré fixé en vertu de l'article 3, alinéa 2, *g)* du décret est de 90%.

Pour pouvoir bénéficier de ce taux d'intervention majoré, l'inclusion d'au moins 30 % d'enfants issus de familles fragilisées sera intégrée au projet d'accueil soumis à l'O.N.E.

§ 2. Le taux de 90 % fixé au § 1^{er} est porté à 95 % si les établissements sont situés dans une ZRU 2016.

Art. 11. Tout au long de la procédure d'octroi de la subvention, l'administration peut demander au porteur de projet un rapport sur l'état d'avancement de son projet et du respect, ou non, de l'échéancier communiqué lors de la demande d'accord de principe, via courrier simple, télécopie ou courrier électronique.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à l'appel à projets

Art. 12. Au sens de l'article 2, § 2, alinéas 3 et 4 du décret, sont classés :

- en priorité 1 les projets situés dans un quartier et dans une commune dont les taux de couverture des besoins sont inférieurs à la moyenne régionale,
- en priorité 2 les projets situés dans une commune dont le taux de couverture des besoins est inférieur à la moyenne régionale,
- en priorité 3 les projets situés dans une commune dont la croissance démographique des enfants de moins de 3 ans sur la période 2010-2020 est susceptible, à l'échéance 2020, de rendre son taux de couverture des besoins inférieur à la moyenne régionale.

Au sein de chaque priorité, les projets sont classés dans l'ordre croissant du taux de couverture du quartier.

CHAPITRE IV. — Octroi de subventions à l'achat de bâtiments

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 13. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe à l'achat d'un bâtiment.

Cette demande comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui reprend le nombre de nouvelles places et/ ou le nombre de places existantes concernées et qui approuve la demande d'accord de principe et le montant de l'estimation de la valeur du bâtiment et des éventuels travaux à y réaliser et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
- Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
- Dans les autres cas, cette délibération est signée conformément aux statuts et le numéro d'entreprise du demandeur doit y être mentionné.
- 2° Un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat envisagé. Ce mémoire comporte les éléments suivants :
- a)* un plan de situation;
- b)* la description des lieux et du bâtiment dont l'achat est envisagé (exemples : ancienneté, vétusté, gabarit, surfaces, organisation de l'espace, jardin), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;

- 3° Un avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente;
- 4° Une estimation de la valeur du bâtiment;
- 5° Une estimation des travaux d'aménagement à réaliser éventuellement;
- 6° Une attestation que le demandeur est à même de financer sa part de l'achat de bâtiment et des travaux tels qu'estimés. Cette attestation doit être étayée par des éléments de preuves. Dans le cas des communes et des centres publics d'action sociale, cette attestation est établie par le Receveur et les éléments de preuve consistent en l'inscription de la dépense au budget ou l'engagement à l'inscrire à un budget ultérieur;
- 7° Un extrait de la matrice cadastrale;
- 8° Pour l'achat d'un bâtiment permettant une augmentation de l'offre d'accueil d'enfants, une note indiquant si le projet de milieu d'accueil relève d'une des priorités visées à l'article 12 ou s'il se situe dans un quartier où le taux de couverture est inférieur à 25 % conformément à l'article 2, § 2, alinéa 5 du décret;
- 9° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction auprès de l'O.N.E., d'une demande d'autorisation ou d'agrément ainsi qu'une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil; le cas échéant, l'attestation de l'ONE certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'ONE.
Pour les demandes de subventions majorées, visées aux articles 7, 8 et 9, le demandeur sollicite la majoration de la subvention, précise le taux de subvention sollicité et en apporte la justification;
- 10° Un relevé d'identité bancaire;
- 11° La date prévue pour l'ouverture du milieu d'accueil, année et trimestre, ainsi qu'un échéancier des opérations précédant cette ouverture. Cet échéancier porte notamment sur l'achat du bâtiment et les travaux d'aménagement à y réaliser, s'il échet;
- 12° Pour les demandes hors appel à projets, un avis écrit de l'O.N.E. sur l'opportunité et le bien-fondé de l'investissement et sur le respect des normes fixées par l'O.N.E..

Art. 14. § 1^{er}. Sur base des documents transmis par l'administration, le Collège octroie l'accord de principe pour l'achat du bâtiment, fixe le montant maximum subsidiable et fait procéder à l'engagement budgétaire.

§ 2. Cet accord de principe est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel, soit la demande de décision définitive d'octroi de la subvention à l'achat doit être introduite, soit la demande de prolongation de la validité de l'accord de principe doit être introduite.

§ 3. Le dossier de demande de prolongation de la validité de l'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui approuve la demande de prolongation, le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte, le montant de l'estimation de la valeur du bâtiment et le montant de l'estimation des travaux d'aménagement et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.
- 2° La liste des actions entreprises et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti;
- 3° L'actualisation du mémoire déposé lors de la demande d'accord de principe;
- 4° Le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte.

§ 4. Sur base des documents transmis à l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord sur la prolongation de la validité de l'accord de principe, pour un nombre de trimestres qu'il détermine.

Section 2. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 15. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Cette demande comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui approuve la demande de décision définitive d'octroi de la subvention, le prix de vente du bâtiment et le montant de l'estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;
Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.
- 2° Le prix de vente;
- 3° Une estimation des droits d'enregistrement et des frais d'acte;
- 4° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :
 - a) une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;
 - b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.;
 - c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E..

Art. 16. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de la subvention et fixe son montant.

Le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'acquisition régional ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable.

La subvention est calculée sur la base de la plus basse de ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant de la plus basse de ces trois valeurs.

Section 3. — Modalités de liquidation de la subvention

Art. 17. L'acte d'achat ne peut être passé qu'après la décision définitive d'octroi de subvention.

Art. 18. § 1^{er}. La liquidation de la subvention intervient après approbation de l'avant-projet, telle que prévue à l'article 24 du présent arrêté, des éventuels travaux à réaliser dans le bâtiment, sur présentation des documents suivants :

- 1° Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur le bâtiment;
- 2° Le relevé des frais d'acte notariaux et des droits d'enregistrement;
- 3° Une déclaration de créance.

§ 2. Sur la base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve la liquidation de la subvention à l'achat et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Cette subvention complémentaire ne peut couvrir que les éléments suivants :

- 1° le supplément entre le prix de vente réellement payé et son estimation telle que prévue aux articles 13, 4° et 14, § 3, 1°;
- 2° le supplément entre les frais d'acte et les droits d'enregistrement réellement payés et leur estimation ayant servi de base au calcul de l'engagement prévu à l'article 14, § 1^{er} ou leur estimation telle que prévue à l'article 15, 3°.

Art. 19. Pour maintenir le droit à la subvention octroyée, le demandeur fournit, dans les neuf mois de la liquidation de la subvention ou, si des travaux éventuels ont dû être réalisés dans le bâtiment, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément ou de l'autorisation octroyé par l'O.N.E. au milieu d'accueil.

CHAPITRE V. — Octroi de subventions à la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations de bâtiments

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour la construction, l'agrandissement, la transformation ou les grosses réparations de bâtiments.

La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui reprend le nombre de nouvelles places et/ ou le nombre de places existantes concernées et qui approuve la demande d'accord de principe et le montant de l'estimation des travaux et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subventions fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
 Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
 Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément aux statuts et le numéro d'entreprise du demandeur doit y être mentionné.
- 2° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des travaux faisant l'objet de la demande d'accord de principe;
- 3° Un relevé d'identité bancaire;

§ 2. Cette demande d'accord de principe est accompagnée d'un mémoire indiquant les raisons qui justifient la construction ou les travaux envisagés. Ce mémoire comporte les éléments suivants :

- 1° Un plan de situation;
- 2° La description des lieux et/ou du bâtiment (exemples : ancienneté, vétusté, gabarit, surfaces, organisation de l'espace, jardin), ainsi qu'une note relative à l'environnement, aux voies d'accès et moyens de transport;
- 3° Pour les travaux permettant une augmentation de l'offre d'accueil d'enfants, une note indiquant si le projet de milieu d'accueil relève d'une des priorités visées à l'article 12 ou s'il se situe dans un quartier où le taux de couverture est inférieur à 25 % conformément à l'article 2, § 2, alinéa 5 du décret;
- 4° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction auprès de l'O.N.E., d'une demande d'autorisation ou d'agrément ainsi qu'une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil, et le cas échéant, l'attestation de l'ONE certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'ONE;
- 5° Une estimation du coût des travaux;
- 6° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la date prévue pour l'ouverture du milieu d'accueil, année et trimestre, ainsi qu'un échéancier des opérations précédant cette ouverture. Cet échéancier porte notamment sur la désignation de l'auteur de projet, la demande et l'octroi du permis d'urbanisme, s'il échet, et les travaux;
- 7° Pour les demandes hors appel à projets, un avis écrit de l'O.N.E. sur l'opportunité et le bien-fondé de l'investissement et sur le respect des normes fixées par l'O.N.E..

§ 3. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 6, le mémoire comporte un rapport de l'O.N.E. ou du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente justifiant la demande d'intervention majorée.

§ 4. Pour les demandes de subventions majorées, visées aux articles 7, 8 et 9, le demandeur sollicite la majoration de la subvention, précise le taux de subvention sollicité et en apporte la justification.

Art. 21. § 1^{er}. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention, fixe le montant maximum subsidiable et fait procéder à l'engagement budgétaire.

§ 2. Cet accord de principe est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel soit l'avant-projet des travaux doit être introduit, soit la demande de prolongation de la validité de l'accord de principe doit être introduite.

§ 3. Le dossier de demande de prolongation de la validité de l'accord de principe comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui approuve la demande de prolongation le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte et le montant de l'estimation des travaux et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

2° La liste des actions entreprises et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti;

3° L'actualisation du mémoire déposé lors de la demande d'accord de principe;

4° Le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte.

§ 4. Sur base des documents transmis à l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord sur la prolongation de la validité de l'accord de principe, pour un nombre de trimestres qu'il détermine.

Section 2. — Avant-projet

Art. 22. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier d'avant-projet.

Art. 23. Le dossier d'avant-projet est conforme aux normes de l'O.N.E. et comprend les éléments suivants :

1° Les documents administratifs :

a) La délibération de l'organe compétent du demandeur de confier l'étude à un auteur de projet;

Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle si cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

b) Une attestation que le demandeur est à même de financer sa part des travaux tels qu'estimés.

Cette attestation doit être étayée par des éléments de preuve. Dans le cas d'une commune ou d'un centre public d'aide sociale, cette attestation est établie par le Receveur et les éléments de preuve consistent en l'inscription de la dépense au budget ou l'engagement à inscrire la dépense à un budget ultérieur;

c) Les attestations quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur le bâtiment à aménager ou le terrain à bâtir.

2° Les plans :

a) Le plan général d'implantation indiquant l'emplacement du bâtiment et le niveau de l'étage inférieur;

b) Les plans des différents niveaux, les vues des façades et les coupes principales à 1 ou 2 pour cent y compris ceux des bâtiments existants dans le cas d'adaptation.

3° Le relevé des superficies brutes bâties par étage, existantes et à construire;

4° La liste et les estimations des lots qu'il est prévu d'attribuer séparément;

5° Pour chaque lot, une note technique succincte qui décrit les procédés de construction, détaille les diverses dispositions à prendre, indique les matériaux à utiliser et les installations à prévoir;

6° La délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant l'avant-projet et le montant de l'estimation et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

Art. 24. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve l'avant-projet qui lui est soumis. Cette approbation est valable deux ans, délai avant l'expiration duquel le projet doit être introduit.

Section 3. — Projet

Art. 25. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de projet.

Le dossier de projet introduit auprès de l'administration comprend les documents suivants :

1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui approuve le cahier spécial des charges, les plans et le montant de l'estimation et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;

Dans le cas des communes et des centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le formulaire d'offre et le modèle de métré récapitulatif;

3° Les plans d'ensemble et tous les plans de détail nécessaires à la bonne compréhension des ouvrages;

4° Le métré estimatif établi par article du métré récapitulatif;

5° Le permis d'urbanisme et l'avis du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente qui l'accompagne;

6° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :

a) une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;

b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.;

- c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E..

Art. 26. Le projet est conforme à l'avant-projet approuvé et aux normes fixées par l'O.N.E..

Art. 27. Sur base de documents transmis par l'administration, le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Section 4. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 28. L'administration est avisée au moins 15 jours avant de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 29. Le demandeur transmet à l'administration le dossier de demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Art. 30. Le dossier de demande de décision définitive d'octroi de la subvention comprend les documents suivants :

- 1° Le cahier spécial des charges, le métré estimatif et les plans qui ont servi de base à l'attribution;
- 2° Les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;
- 3° Les offres déposées et leurs annexes;
- 4° Copie de l'offre retenue;
- 5° S'il échet, le procès-verbal d'ouverture des offres;
- 6° Le rapport d'analyse des offres signé par son auteur;
- 7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent du demandeur propose la désignation de l'adjudicataire et approuve son offre et le montant de celle-ci.

Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

Art. 31. Au terme de cette procédure et sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 32. L'ordre de commencer les travaux ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le demandeur en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 33. Des acomptes sur subvention sont liquidés au demandeur jusqu'à concurrence des neuf dixièmes des engagements préalables, sur présentation d'une déclaration de créance signée par le demandeur, appuyée par un ou des états d'avancement, une ou des lettres de créance de l'entrepreneur et une ou des factures.

Art. 34. Seuls les travaux supplémentaires ou modificatifs indispensables, indépendants de la volonté du demandeur et qui n'étaient pas prévisibles lors de l'attribution du marché peuvent bénéficier d'une subvention complémentaire accordée par le Collège sur la base de documents transmis par l'administration.

Art. 35. Le demandeur procède à la réception provisoire dans les conditions prescrites par le cahier général des charges. L'administration est informée au moins 15 jours avant de la date fixée pour la réception.

Art. 36. Lorsque les travaux sont terminés et réceptionnés, le montant total de la subvention est déterminé en fonction du compte final et le dixième restant de l'engagement initial est, le cas échéant, liquidé au demandeur.

Section 5. — Compte final de l'entreprise

Art. 37. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final de l'entreprise.

Art. 38. Le dossier contenant le compte final de l'entreprise comprend les documents suivants

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Un tableau établissant le montant total dû à l'entrepreneur;
- 3° Les justifications et décomptes ayant trait au tableau précité;
- 4° Un tableau récapitulatif des états d'avancement;
- 5° Le tableau donnant la justification du délai d'exécution et ses annexes;
- 6° Eventuellement, la facture finale de l'entrepreneur;
- 7° Eventuellement, la facture relative aux essais géotechniques;
- 8° Eventuellement, les factures relatives aux raccordements eau - gaz - électricité;
- 9° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation de l'O.N.E.;
- 10° La délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le compte final et le montant final;

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

- 11° Eventuellement, une déclaration de créance signée par le demandeur.

Art. 39. Le montant de l'entreprise admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

- 1° Le montant total dû à l'entrepreneur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des décomptes et travaux modificatifs non acceptés, mais y compris les révisions contractuelles proportionnelles au montant subsidiable telles qu'elles résultent de l'application du cahier spécial des charges régissant l'entreprise subsidiée pour autant que ce document ait fait l'objet d'une approbation préalable du Collège telle que prévue aux articles 24, 27 et 31;
- 2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;
- 3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 10 pour cent du total des montants repris sub 1° et 2°;
- 4° Le coût des essais géotechniques éventuels;
- 5° Le coût des raccordements éventuels en eau, gaz, électricité pour autant qu'ils aient été effectués par les sociétés distributrices.

Art. 40. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve le compte final de l'entreprise et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 41. Pour maintenir le droit à la subvention octroyée, le demandeur fournit, dans les neuf mois de la fin des travaux, une copie de l'agrément ou de l'autorisation octroyé par l'O.N.E. au milieu d'accueil.

CHAPITRE VI. — *Octroi de subventions à l'équipement et au premier ameublement*

Section 1^{re}. — Accord de principe

Art. 42. § 1^{er}. Le demandeur introduit auprès de l'administration une demande d'accord de principe pour l'équipement et/ou le premier ameublement.

La demande d'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui reprend le nombre de nouvelles places et/ou le nombre de places existantes concernées et qui approuve la demande d'accord de principe, et le montant de l'estimation des fournitures et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
- Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
- Dans les autres cas, cette délibération est signée conformément aux statuts et le numéro d'entreprise du demandeur doit y être mentionné.
- 2° Une attestation certifiant qu'il n'a pas encore été passé commande des fournitures faisant l'objet de la demande d'accord de principe;
 - 3° Une estimation de l'équipement et/ou du premier ameublement;
 - 4° Une note technique succincte par lot;
 - 5° Un relevé d'identité bancaire.

§ 2. Cette demande d'accord de principe est accompagnée d'un mémoire indiquant les raisons qui justifient l'achat des fournitures.

Ce mémoire comporte les éléments suivants :

- 1° Un plan de situation;
- 2° L'état d'avancement du projet (bâtiment existant, en construction, introduction de la demande de permis d'urbanisme le cas échéant, ...);
- 3° La date prévue pour l'ouverture du milieu d'accueil, année et trimestre, ainsi qu'un échéancier des opérations précédant cette ouverture. Cet échéancier porte notamment sur l'achat du bâtiment et les travaux d'aménagement à y réaliser, s'il échet ou sur la construction du milieu d'accueil;
- 4° Le nombre de nouvelles places concernées ainsi que le nombre de places existantes concernées;
- 5° Pour les nouvelles places permettant une augmentation de l'offre d'accueil d'enfants, une note indiquant si le projet de milieu d'accueil relève d'une des priorités visées à l'article 12 ou s'il se situe dans un quartier où le taux de couverture est inférieur à 25 % conformément à l'article 2, § 2, alinéa 5 du décret;
- 6° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, la preuve de l'introduction, auprès de l'O.N.E., d'une demande d'autorisation ou d'agrément, et, le cas échéant, une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;
- 7° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de la capacité existante, une note relative aux prévisions en matière de financement du fonctionnement du nouveau milieu d'accueil.

§ 3. Pour les demandes de subventions majorées, visées à l'article 6, le mémoire comporte un rapport de l'O.N.E. et/ou du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente justifiant la demande d'intervention majorée.

§ 4. Pour les demandes de subventions majorées, visées aux articles 7, 8 et 9, le demandeur sollicite la majoration de la subvention, précise le taux de subvention sollicité et en apporte la justification.

Art. 43. § 1^{er}. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège donne son accord de principe sur l'octroi d'une subvention, fixe le montant maximum subsidiable et fait procéder à l'engagement budgétaire.

§ 2. Cet accord de principe est valable pendant une période d'un an, délai avant l'expiration duquel soit le dossier projet de l'équipement et/ou du premier ameublement doit être introduit, soit la demande de prolongation de la validité de l'accord de principe doit être introduite.

§ 3. Le dossier de demande de prolongation de la validité de l'accord de principe comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur qui approuve la demande de prolongation, le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte et le montant de l'estimation des fournitures et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.
Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.
- 2° La liste des actions entreprises et les raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti;
- 3° L'actualisation du mémoire déposé lors de la demande d'accord de principe;
- 4° Le nombre de trimestres sur lequel la demande de prolongation porte.

§ 4. Sur base des documents transmis à l'administration, le Collège prend sa décision et donne son éventuel accord sur la prolongation de la validité de l'accord de principe, pour un nombre de trimestres qu'il détermine.

Section 2. — Projet

Art. 44. Le demandeur introduit auprès de l'administration un dossier de projet.

Le dossier de projet introduit auprès de l'administration est conforme aux normes fixées par l'O.N.E. et comprend les documents suivants :

- 1° La délibération de l'organe compétent du demandeur approuvant le cahier spécial des charges, l'inventaire et le montant de l'estimation et qui s'engage à respecter les conditions d'octroi de subvention fixées aux articles 5 et 6 du décret ainsi que les normes fixées par l'O.N.E.;
Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit être, le cas échéant, approuvée par les autorités de tutelle.
Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.
- 2° Le cahier spécial des charges et ses annexes, notamment le métré descriptif, le formulaire d'offre et le modèle d'inventaire;
- 3° Une estimation détaillée par article de l'inventaire;
- 4° Une attestation que le demandeur est à même de financer sa part des fournitures telles qu'estimées. Cette attestation doit être étayée par des éléments de preuves. Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette attestation est établie par le Receveur et les éléments de preuve consistent en l'inscription de la dépense au budget ou l'engagement à l'inscrire à un budget ultérieur;
- 5° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, soit :
 - a) une attestation de l'O.N.E. certifiant que le projet de milieu d'accueil est retenu dans le cadre de la programmation de l'O.N.E.;
 - b) l'engagement d'un pouvoir subsidiant relatif au financement du fonctionnement du milieu d'accueil, dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E.;
 - c) la preuve que le milieu d'accueil disposera d'un financement permettant son fonctionnement dans le respect des conditions d'autorisation fixées par l'O.N.E..

Art. 45. Sur base de documents transmis par l'administration, le projet ainsi que le mode de passation du marché sont soumis à l'approbation du Collège.

Section 3. — Décision définitive d'octroi de la subvention

Art. 46. L'administration est avisée au moins 15 jours avant de la date de l'ouverture des offres. Si elle le juge utile, elle s'y fait représenter par un de ses membres.

Art. 47. Le demandeur transmet à l'administration le dossier de demande de décision définitive d'octroi de la subvention.

Art. 48. Le dossier comprend les documents suivants :

- 1° Le cahier spécial des charges et l'inventaire qui ont servi de base à l'attribution;
- 2° Les preuves de publicité ou le cas échéant de la consultation d'autres soumissionnaires;
- 3° Les offres déposées et leurs annexes;
- 4° Copie de l'offre retenue;
- 5° Le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres;
- 6° Le rapport d'analyse des offres signé par son auteur;
- 7° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent du demandeur propose la désignation de l'adjudicataire, approuve son offre et le montant de la commande pour le milieu d'accueil.

Dans le cas des communes et centres publics d'action sociale, cette délibération doit, le cas échéant, avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément à leurs statuts.

Art. 49. Au terme de cette procédure et sur base de documents transmis par l'administration, le Collège prend la décision définitive d'octroi de subvention et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 50. L'ordre de livrer les fournitures ne peut être donné avant que la décision définitive d'octroi de subvention n'ait été prise.

Au moment où il envoie cet ordre à l'adjudicataire, le demandeur en fait parvenir une copie à l'administration.

Art. 51. Des acomptes sur subvention sont liquidés au demandeur jusqu'à concurrence des neuf dixièmes des engagements préalables, sur présentation d'une déclaration de créance signée par le demandeur, appuyée par une ou plusieurs factures détaillées du fournisseur.

Section 4. — Compte final des fournitures

Art. 52. Le demandeur introduit auprès de l'administration le compte final des fournitures.

Art. 53. Le dossier contenant le compte final des fournitures comprend les documents suivants :

- 1° Le procès-verbal de réception provisoire;
- 2° Un tableau récapitulatif des factures et mentionnant le total dû au fournisseur;
- 3° Les justifications des éventuelles modifications par rapport à l'offre approuvée;
- 4° En cas de nouvelle capacité ou d'augmentation de capacité existante, l'autorisation ou l'agrément de l'O.N.E.;
- 5° La délibération motivée par laquelle l'organe compétent du demandeur approuve le compte final et le montant final du marché.

Dans le cas des communes et centres publics d'aide sociale, cette délibération doit avoir été approuvée par les autorités de tutelle lorsque cette approbation est requise.

Dans les autres cas, cette délibération doit être signée conformément aux statuts.

Art. 54. Le montant de fournitures admis au bénéfice de la subvention comprend les postes suivants :

- 1° Le montant total dû au fournisseur déduction faite des postes non subventionnables de la soumission et des modifications non acceptées;
- 2° Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée;
- 3° Le montant des frais généraux, celui-ci étant fixé forfaitairement à 10 pour cent du total des montants repris sub 1° et 2°.

Art. 55. Sur base de documents transmis par l'administration, le Collège approuve le compte final des fournitures et s'il échet prend la décision d'octroi d'une subvention complémentaire.

Art. 56. Pour maintenir le droit à la subvention octroyée, le demandeur fournit, dans les neuf mois de la livraison, une copie de l'agrément ou de l'autorisation octroyée par l'O.N.E. au milieu d'accueil.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires

Art. 57. Les accords de principes donnés conformément à l'article 18 de l'arrêté 2013/576 du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance, en vertu de l'article 9 du même arrêté, peuvent être prolongés sur décision du Collège pour une durée maximale de 12 mois, sur la base d'une demande de prolongation introduite auprès de l'Administration avant le 30 juin 2017.

CHAPITRE VIII. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 58. L'arrêté 2013/576 du Collège de la Commission communautaire française du 12 septembre 2013 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions visant au soutien de l'accueil de l'enfance est abrogé.

Art. 59. Le Membre du Collège compétent pour l'Accueil de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Fait à Bruxelles, le 8 décembre 2016.

Par le Collège :

Mme F. LAANAN,

Présidente du Collège chargée de l'Accueil de l'Enfance.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2016/29600]

8 DECEMBER 2016. — Besluit 2016/854 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van de criteria en toekenningsmodaliteiten voor de subsidies ter ondersteuning van de kinderopvang

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Commissie van 18 juli 2013 gericht op de ondersteuning van de kinderopvang, gewijzigd door het decreet van 21 januari 2016, artikel 2 tot 8;

Gelet op het decreet van 2013/576 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 september 2013 tot bepaling van de criteria en de modaliteiten voor de toekenning van de subsidies gericht op de ondersteuning van de kinderopvang;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juli 2016;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor de begroting, gegeven op 7 juli 2016;

Gelet op het advies van de afdeling huisvesting van de Conseil consultatif bruxellois francophone, gegeven op 22 september 2016;

Gelet op het advies van de Raad van State 60.216/2 gegeven op 9 november 2016 in toepassing van het artikel 84, § 1, alinea 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het evaluatierapport over de impact op het gender, neergelegd op 18 november 2016;

Op voorstel van het Lid van het College belast met de Kinderopvang,

Na deliberatie,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de grondwet, een materie als bedoeld in artikel 128 van deze.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, verstaat men onder :

- 1° Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° Lid van het College : het Lid van het College dat bevoegd is voor de toekenning van de subsidies en infrastructuur voor kinderopvang;
- 3° O.N.E. : Office de la Naissance et de l'Enfance;
- 4° ZRU 2016 : Zone de Revitalisation Urbaine (Zone voor Stedelijke Herwaardering) zoals bepaald door het besluit van 10 november 2016 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de uitvoering van de organische ordonnantie voor stadshernieuwing en tot goedkeuring van de « Zone de Revitalisation Urbaine », genaamd « ZRU 2016 »;
- 5° De Administratie : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 6° Het maximum subsidiërbare bedrag : het maximum bedrag van de aankopen, werken en leveringen die in aanmerking worden genomen voor het berekenen van het bedrag van de subsidie volgens de regels die zijn vastgesteld in artikel 3 en 4 van het decreet en van dit decreet;
- 7° De toelating van het onthaalmilieu gegeven door de O.N.E. en gericht op titel II van Livre I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende de algemene reglementering van de opvang en artikel 6, §§ 1 en 2 van het Decreet van 17 juli 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort « O.N.E. »;
- 8° De goedkeuring : de goedkeuring van de opvang, toegekend door de O.N.E. en gericht op de Titel III van Livre I van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende de algemene reglementering van de opvang;
- 10° De dekkingsgraad van de behoeften : de graad wordt berekend door het aantal beschikbare plaatsen, toegankelijk voor iedereen in de opvang die de ouderlijke financiële participatie respecteert zoals bepaald door de O.N.E. of die een financiële participatie toepast die het bedrag bepaald in artikel 3 niet overschrijdt, te delen door het aantal kinderen jonger dan 3 jaar;
- 11° De buurt : lokale, ruimtelijke entiteit uitgetekend vanuit de statistische sectoren die gekarakteriseerd worden door een hoge graad van cohesie tussen de dagelijkse activiteiten van de inwoners en waarmee deze laatsten zich identificeren, zoals vastgesteld door het BISA in het kader van de monitoring van de buurten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 12° Het decreet : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 gericht op de steun aan de kinderopvang en zijn wijzigingen achteraf;
- 13° Sociale diensten : diensten die op sociaal gebied de personen steunen en die deel uitmaken van het personeel van sociaal assistenten, sociale verplegers of -verpleegsters, te weten :
 - de door een gemeenschapscommissie, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, een gemeenschap, erkende diensten,
 - de Openbare Centra voor sociale actie,
 - de Centra voor Globale Sociale Actie
 - de opvanghuizen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ,
 - de diensten voor Jeugdhulpverlening,
 - de projecten van Sociale Cohesie
 - de verenigingen ter bestrijding van de armoede
 - de structuren voor dringende opvang van daklozen erkend door de gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
 - de Organismes d'insertion socio-professionnelle,
 - de verenigingen die alfabetiseringscursussen aanbieden in het kader van het onthaaltraject .

De partnerships met de lokale raadplegingsantennes voor de O.N.E. kinderen en de ontmoetingsplaatsen ouders-kinderen kunnen eveneens in overweging worden genomen;
- 14° Kinderen uit kwetsbare gezinnen : kinderen die beantwoorden aan minstens één van volgende criteria :
 - komen uit een gezin met een inkomen lager dan de armoedegrens zoals berekend door de FOD Economie,
 - komen uit een éénoudergezin met één volwassene en één of meerdere kinderen ten laste en met een inkomen lager dan de armoedegrens gewogen door een index van 1.25,3 voor het gezinshoofd,
 - waarvan de ouders of wettige voogden geconfronteerd worden met zware sociale, psychologische of fysieke problemen,
 - waarvan de ouders of wettige voogden geen vaste verblijfplaats hebben,
 - waarvan de ouders of wettige voogden zijn ingeschreven in een onthaaltraject georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie
 - waarvan de moeder minderjarig is of het secundair onderwijs volgt,
 - worden opgevangen op vraag van een dienst voor jongerenbijstand of kindbescherming, ten gevolge van een juridische beslissing,
 - waarvan de opvang valt onder de bescherming van hun hoger belang.

- 15° Uitrusting : het geheel van het materieel (vbn : wasmachine, vaatwasmachine) nodig voor het functioneren van de opvang, met uitzondering van klein materieel (vb. bestek, servies, speelgoed, gordijnen) en hardware;
- 16° Eerste inrichting : geheel van meubels (vb : tafels, stoelen, kasten, bedden, bureaus,...) bestemd voor de opening van nieuwe plaatsen en onthaalmiddelen, met uitzondering van het klein materieel (vb lakens, linnen, klederen, bureaubenodigheden).

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen m.b.t. de subsidies*

Art. 3. Worden beschouwd als sociaal toegankelijk, de middens voor kinderopvang die de ouderlijke financiële deelname respecteren, zoals bepaald door de O.N.E. voor die plaatsen die het onderwerp uitmaken van een subsidie krachtens dit besluit, of die een financiële bijdrage leveren van maximum 1,5 euro per uur, 6 euro per halve dag, 10 euro per volledige dag opvang, of 25 euro per week voor die plaatsen die het voorwerp uitmaken van een subsidie krachtens dit besluit.

De bedragen bedoeld in alinea 1 zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen. De aanpassing gebeurt op 1 januari van elk jaar volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{bedrag nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

In deze formule, is de basisindex deze van de maand van de in voege treding van dit besluit en de nieuwe index is deze van de maand september van het jaar vòòr dat van de aanpassing.

Art. 4. § 1. Het maximum subsidieerbare bedrag wordt vastgesteld op :

- 1° 32.000€ per plaats voor de aankoop van een gebouw en de werken voor kinderopvang vermeld in artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende het algemeen reglement voor de kinderopvang en bestemd om kinderen op te vangen, collectief en in externaat;
- 2° 47.000 euro per plaats voor de aankoop van een gebouw en de werken voor kinderopvang georganiseerd door de Dienst en de onthaaldiensten gericht op jonge kinderen in de zin van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 houdende het algemeen reglement en betreffende de modaliteiten voor subsidiëring van de georganiseerde kinderopvangplaatsen door de « Dienst » en de opvangdiensten gericht op jonge kinderen;
- 3° 800 € per plaats voor de uitrusting van de kinderopvang vernoemd in punten 1° en 2°;
- 4° 1.200 per nieuw gecreëerde plaats voor de eerste inrichting voor de kinderopvangplaatsen vernoemd in punten 1° en 2°;

Het maximum subsidieerbare bedrag werd vastgesteld op 1 januari 2016.

Het maximum subsidieerbare bedrag bevat niet de posten genoemd in artikel 38, 2° tot 5° en in artikel 53, 2° et 3°.

§ 2. Het maximum subsidieerbare bedrag volgt de salarisschommelingen, de materialenindex en de algemene taken. De formule voor de actualisering van de kosten is :

$$p = P*(0,40 s/S + 0,40 i/I + 0,20)$$

In deze formule :

Is p het bedrag van de goedgekeurde uitgaven op datum van het indienen van de offertes;

Is P het op 1 januari 2016 geactualiseerde bedrag van de goedgekeurde uitgaven p;

Staan s en S voor de officiële salarissen in de bouw, voor de categorie A, van toepassing respectievelijk 10 dagen voor de datum van het indienen van de offertes, en op datum van 1 januari 2016;

Staan i en I voor de materialenindex respectievelijk voor de maand van het indienen van de offertes en voor de maand januari 2016.

Art. 5. De herziening van de contractuele prijzen resulterend uit de fluctuaties van de lonen en sociale lasten, alsook van de materialen zoals deze voortvloeien uit de toepassing van het bijzonder bestek dat de gesubsidieerde anneming regelt, wordt niet in rekening genomen bij het berekenen van het maximum subsidieerbare bedrag.

Art. 6. Een tegemoetkomingspercentage vermeerderd tot 90 percent wordt bepaald krachtens artikel 3, alinea 2, a) van het decreet, voor :

- 1° werken en benodigdheden binnen de grenzen van de nodige maatregelen opdat het gebouw dat reeds werd toegewezen voor kinderopvang, goedgekeurd door de O.N.E., op voldoende wijze kan beantwoorden aan de veiligheidsvoorschriften op dit gebied;
- 2° vereiste werken en benodigdheden tijdens de uitvoering van een nieuw bouwproject, als dit project een attest bezit van de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp dat bevestigt dat voldaan werd aan de nodige veiligheidsvoorschriften en wanneer achteraf blijkt dat de bijkomende werken en benodigdheden onontbeerlijk zijn om te kunnen beantwoorden aan de nieuwe veiligheidsvoorschriften.

Art. 7. De verhoogde tegemoetkomingspercentages bepaald krachtens artikel 3, alinea 2, b) en c) van het decreet zijn de volgende :

§ 1. Voor de werken, benodigdheden of aankopen voor de bestaande plaatsen of voor capaciteitsuitbreiding :

- 1° ofwel 75 percent voor de instellingen goedgekeurd door de O.N.E. en waarvoor de gemiddelde, ouderlijke financiële bijdrage wordt berekend op basis van de laatste vier trimesters, berekend volgens de door de O.N.E. vastgestelde modaliteiten en voorafgaand aan de introductie van een principeakkoord, valt in de schijf van 25 percent laagste deelnamen;
- 2° ofwel 80 percent voor de instellingen bedoeld in 1° als deze zich in een ZRU 2016 zone bevinden;
- 3° ofwel 90 percent voor de instellingen toegelaten door de O.N.E. en waarvoor de ouderlijke bijdrage zoals bepaald in 1° in de schijf van de 15 percent laagste deelnamen valt;
- 4° ofwel 95 percent voor de instellingen bedoeld in 3° als deze zich in een ZRU 2016 zone bevinden;

§ 2. Voor de werken, benodigdheden of aankopen verbonden aan de nieuwe instellingen :

- 1° ofwel 75 percent voor de instellingen gelegen in die gemeenten waar het gemiddelde inkomen van de inwoners op het moment van de aanvraag lager ligt dan of gelijk is aan het gemiddelde inkomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor Statistiek;

- 2° ofwel 80 percent voor de instellingen bedoeld in 1° als deze zich in een ZRU 2016 zone bevinden;
- 3° ofwel 90 percent voor de instellingen gelegen in die gemeenten waar het gemiddelde inkomen van de inwoners op het moment van de aanvraag minstens tien percent lager ligt dan het gemiddelde inkomen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat jaarlijks wordt gepubliceerd door het Nationaal Instituut voor Statistiek;
- 4° ofwel 95 percent voor de instellingen bedoeld in 3° als deze zich in een ZRU 2016 zone bevinden;

§ 3. De resultaten van de berekeningen zoals genoemd in § 1e, 1° en 3° en § 2, 3°, worden afgerond in het voordeel van de instellingen.

Art. 8. Het verhoogde steunpercentage vastgesteld krachtens artikel 3, alinea 2, *d*) en *e*) van het decreet bedraagt 75 %.

Art. 9. Het verhoogde steunpercentage vastgesteld krachtens artikel 3, alinea 2, *f*) van het decreet bedraagt 80%.

De inclusie van kinderen met een handicap in de opvang wordt geïntegreerd in het onthaalproject voorgelegd aan de O.N.E.

Art. 10. § 1. Het verhoogde steunpercentage vastgesteld krachtens artikel 3, alinea 2, *g*) van het decreet bedraagt 90 %.

Om te kunnen genieten van dit verhoogde steunpercentage zal de inclusie van tenminste 30% kinderen uit kwetsbare gezinnen worden geïntegreerd in het project dat wordt voorgelegd aan de O.N.E.

§ 2. Het percentage van 90 % vastgesteld in § 1 wordt naar 95 % gebracht als deze zich in een ZRU 2016 zone bevinden;

Art. 11. Tijdens de procedure van toekenning van de subsidie kan de administratie aan de drager van het project een verslag vragen over de vooruitgang van zijn project, en over het al dan niet respecteren van het tijdschema, medegedeeld bij de aanvraag van een principeakkoord, via eenvoudige briefwisseling, telecopie of e-mail.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen inzake de oproepen voor projecten*

Art. 12. In de zin van artikel 2, § 2, alinea 3 en 4 van het decreet worden geklasseerd :

- bij prioriteit 1 de projecten in een buurt en een gemeente waar de zelfvoorzieningsgraad lager is dan het gewestelijk gemiddelde
- bij prioriteit 2 de projecten in een gemeente waar de zelfvoorzieningsgraad lager is dan het gewestelijk gemiddelde
- bij prioriteit 3 de projecten in een gemeente waar de demografische aangroei van kinderen onder de 3 jaar over de periode 2010-2020 de zelfvoorzieningsgraad tegen 2020 onder het gewestelijk gemiddelde zal doen zakken.

Bij elke voorrang worden de projecten geklasseerd volgens de zelfvoorzieningsgraad van de buurt.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van de subsidies bij aankoop van gebouwen*

Afdeling 1. — Principeakkoord

Art. 13. De aanvrager vraagt bij de administratie een principeakkoord aan voor de aankoop van een gebouw.

Deze aanvraag bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager die het aantal nieuwe plaatsen vermeldt en/of het aantal betrokken, bestaande plaatsen en die de aanvraag tot een principeakkoord goedkeurt alsook een schatting van de waarde van het gebouw en van de eventuele werken die moeten worden uitgevoerd en die zich ertoe verbindt de voorwaarden van toekenning van de subsidie te respecteren zoals bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet, alsook de normen bepaald door de O.N.E.;
- In het geval van de gemeenten en openbare centra voor sociale actie, dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheden indien deze goedkeuring wordt vereist.
- In de andere gevallen wordt deze deliberatie ondertekend overeenkomstig de statuten, en het ondernemingsnummer van de aanvrager dient erin te worden vermeld.
- 2° Een memorie met vermelding van de redenen die de geplande aankoop rechtvaardigen. Deze memorie bevat de volgende elementen :
 - a*) een situatieplan;
 - b*) de beschrijving van de omgeving en het gebouw waarvan de aankoop wordt overwogen (vb. : ouderdom, staat, structuur, oppervlakten, inrichting van de ruimten, tuin), en tevens een nota met betrekking tot de omgeving, de wegen, de toegang tot openbaar vervoer;
 - 3° Een advies van de Dienst voor Brandweer en dringende Medische Hulp;
 - 4° Een waardeschatting van het gebouw;
 - 5° Een schatting van de eventuele werken voor de inrichting;
 - 6° Een attest dat bevestigt dat de aanvrager is staat is zijn deel in de aankoop van het gebouw en in de geschatte werken te financieren. Dit attest moet gestaafd worden met bewijzen. In het geval van de gemeenten en de centra voor sociale actie dient dit attest te worden opgesteld door de Ontvanger en de bewijselementen bestaan uit de inschrijving van de uitgaven op de begroting of in de verbintenis ze in een latere begroting in te schrijven.
 - 7° Een uittreksel van de kadastrale legger;
 - 8° Voor de aankoop van een gebouw dat voor een groter aanbod in de kinderopvang zorgt, een nota die aangeeft of het project voor opvang valt onder een prioriteit, bedoeld in artikel 12 of in een buurt ligt waar de voorzieningsgraad lager ligt dan 25% overeenkomstig artikel 2, § 2, alinea 5 van het decreet;

- 9° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van de bestaande capaciteit, een bewijs van inleiding bij de O.N.E., een aanvraag tot toestemming of goedkeuring en tevens een nota met betrekking tot de vooruitzichten op het gebied van financiering van de werking van het de nieuwe opvang en, desgevallend, een attest van de ONE dat verzekert dat de opvang wordt weerhouden in het kader van de programmatie van de ONE.

Voor de aanvragen tot verhoogde subsidies, bedoeld in artikel 7, 8 en 9, vraagt de aanvrager de verhoging van de subsidie aan, preciseert de gevraagde graad van subsidiëring en verantwoordt zijn aanvraag;

- 10° Een overzicht van de bankrekening;
- 11° De voorziene datum voor de opening van de opvang, jaar en trimester, en tevens een tijdschema van de operaties die de opening voorafgaan. Dit tijdschema slaat ondermeer op de aankoop van het gebouw en de eventueel uit te voeren werken;
- 12° Voor de aanvragen buiten de oproep tot projecten, een schriftelijk advies van de O.N.E. over de wenselijkheid en de gefundeerdheid van de investering en over het respect voor de vastgestelde normen door de O.N.E..

Art. 14. § 1^{er}. Op basis van de documenten overgemaakt door de administratie verleent het College een principeakkoord voor de aankoop van het gebouw, bepaalt het maximum subsidiëerbare bedrag en gaat over tot de vastlegging in de begroting.

§ 2. Dit principeakkoord is geldig voor de periode van 1 jaar, en voor het vervallen van deze termijn dient ofwel de aanvraag tot definitieve toekenning van de subsidie, ofwel de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord te worden ingeleid.

§ 3. Het dossier voor de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager, die de aanvraag tot verlenging goedkeurt, het aantal trimesters waarop de verlenging slaat, het geschatte bedrag van de werken, de waarde van het gebouw en het geschatte bedrag van de werken voor de inrichting en die er zich toe verbindt de voorwaarden van toekenning van de subsidie, bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet, alsook de normen bepaald door de O.N.E. te respecteren;

In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.

In de andere gevallen moet deze deliberatie worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.

- 2° De lijst van de ondernomen acties en de redenen waarom ze niet geslaagd zijn;
- 3° De actualisering van de memorie neergelegd bij de aanvraag van het principeakkoord;
- 4° Het aantal trimesters waarop de aanvraag tot verlenging slaat.

§ 4. Op basis van de documenten overgemaakt aan de administratie neemt het College zijn beslissing en hecht zijn eventuele goedkeuring aan de verlenging van de geldigheid van het principeakkoord voor een aantal trimesters dat het zelf bepaalt.

Afdeling 2. — Definitieve beslissing van toekenning van de subsidie

Art. 15. De aanvrager dient bij de administratie een aanvraag in tot definitieve beslissing van toekenning van de subsidie.

Deze aanvraag bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager, de aanvraag tot definitieve toekenning van de subsidie, de verkoopprijs van het gebouw en het geschatte bedrag van de registratierechten en de aktekosten;

In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheden indien deze goedkeuring vereist is.

In de andere gevallen moet deze deliberatie worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.

- 2° De verkoopprijs;
- 3° Een schatting van de registratierechten en de aktekosten;
- 4° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van de bestaande capaciteit, ofwel :
- a) een attest van de O.N.E. verzekerend dat het project van de opvang wordt weerhouden in het kader van de programmatie van de O.N.E.;
 - b) de verbintenis van een subsidiërende overheid met betrekking tot de financiering van de werking van een opvang, met respect voor de toelatingsvoorwaarden bepaald door de O.N.E.;
 - c) het bewijs dat de opvang zal beschikken over voldoende financiering dat zijn werking toelaat overeenkomstig de toelatingsvoorwaarden bepaald door de O.N.E.;

Art. 16. Op basis van de documenten overgemaakt door de administratie, neemt het College zijn definitieve beslissing voor de toekenning van de subsidie en bepaalt het bedrag ervan.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van de aankoopsprijs vermeerderd met de registratierechten en de aktekosten, op voorwaarde echter dat dit bedrag van de aankoop de marktwaarde, zoals geschat door het Gewestelijk Aankoopcomité of door de Ontvanger van de Registratie, het maximum subsidiëerbare bedrag niet overschrijft.

De subsidie wordt berekend op basis van deze drie waarden, vermeerderd met aktekosten en de verminderde registratierechten in verhouding met het laagste cijfer van deze drie waarden.

Afdeling 3. — Modaliteiten voor de uitbetaling van de toelage

Art. 17. De aankoopakte mag pas worden verleden na de definitieve beslissing van toekenning van de subsidie.

Art. 18. § 1. De uitbetaling van de subsidie gebeurt na de goedkeuring van het voorontwerp zoals voorzien in artikel 24 van dit besluit, van de eventuele werken uit te voeren in het gebouw, op voorlegging van de volgende documenten :

- 1° De attesten betreffende de zakelijke rechten op het gebouw waarover de aanvrager beschikt;

- 2° Een overzicht van de notariële aktekosten en registratierechten;
- 3° Een schuldvordering

§ 2. Op basis van de overgemaakte documenten door de administratie keurt het College de uitbetaling van de subsidie voor de aankoop goed en neemt desgevallend de beslissing voor de toekenning van een bijkomende subsidie.

Deze bijkomende subsidie kan enkel betrekking hebben op de volgende elementen :

- 1° het supplement tussen de werkelijk betaalde verkoopprijs en de schatting zoals voorzien in artikel 13, 4° en 14, § 3, 1°;
- 2° het supplement tussen de aktekosten en de werkelijk betaalde registratiekosten en hun schatting die als basis diende bij de berekening van de verplichtingen ingevolge artikel 14, § 1 of hun schatting zoals voorzien in artikel 15, 3°.

Art. 19. Om het recht op een verleende subsidie te behouden, levert de aanvrager binnen de negen maanden na de uitbetaling van de subsidie, of, indien bepaalde werken werden uitgevoerd aan het gebouw binnen de negen maanden na het einde van de werken, een copie van de goedkeuring of van de goedkeuring van de O.N.E. aan de opvang.

*HOOFDSTUK V. — Toekenning van de subsidies aan de bouw, uitbreiding,
transformatie of grote herstellingen aan gebouwen*

Afdeling 1. — Principeakkoord

Art. 20. § 1. De aanvrager doet bij de administratie een aanvraag tot principeakkoord voor de bouw, de uitbreiding, transformatie of voor grote herstellingen aan gebouwen.

De aanvraag tot principeakkoord bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het aantal nieuwe plaatsen aangeeft en/of het aantal bestaande, betrokken plaatsen en die de aanvraag tot een principeakkoord goedkeurt alsook het geschatte bedrag van de werken en die zich ertoe verbindt de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie na te komen zoals bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet en tevens de normen bepaald door de O.N.E.;

In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid wanneer deze goedkeuring vereist is.

In de andere gevallen dient deze deliberatie ondertekend te worden overeenkomstig de statuten, en het ondernemingsnummer van de aanvrager dient erin te worden vermeld.

- 2° Een attest dat bevestigt dat er nog geen werken werden besteld die het voorwerp uitmaken van de aanvraag tot een principeakkoord;
- 3° Een overzicht van de bankrekeningen;

§ 2. Deze aanvraag tot een principeakkoord is vergezeld van een memorie die de reden aangeeft voor de bouw of voor de geplande werken. Dit memorie bevat de volgende elementen :

- a) een situatieplan;
- b) de beschrijving van de omgeving en het gebouw waarvan de aankoop wordt overwogen (vb. : ouderdom, staat, structuur, oppervlakten, inrichting van de ruimten, tuin), en tevens een nota met betrekking tot de omgeving, de wegen, de toegang tot openbaar vervoer;
- 3° Voor de werken die een uitbreiding van de kinderopvang mogelijk maken, een nota die aangeeft of het project voor de opvang valt onder één der prioriteiten bedoeld in artikel 12 of in een buurt ligt waar de voorzieningsgraad lager is dan 25% overeenkomstig artikel 2, § 2, alinea 5 van het decreet;
- 4° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van de bestaande capaciteit, het bewijs van de inleiding bij de O.N.E., een aanvraag tot toestemming of goedkeuring en tevens een nota betreffende de vooruitzichten op het gebied van financiering en werking van de nieuwe opvang, en desgevallend, het attest van de ONE dat bevestigt dat het project voor de opvang werd weerhouden in het kader van de ONE programmatie;
- 5° Een kostenraming van de werken;
- 6° In het geval van nieuwe capaciteit of verhoging van de bestaande capaciteit de voorziene openingsdatum van de opvang, jaar en trimester, en tevens een tijdschema van de operaties die de opening voorafgaan. Dit tijdschema betreft meer bepaald de auteur van het project, de aanvraag tot toekenning van de stedenbouwkundige vergunning, en desgevallend, de werken;
- 7° Voor de aanvragen buiten de oproepen tot projecten een schriftelijk advies van de O.N.E. over de wenselijkheid en de gegrondheid van de investering en het respect voor de normen bepaald door de O.N.E..

§ 3. Voor de aanvragen tot verhoogde subsidie bedoeld in artikel 6, bevat de memorie een verslag van de O.N.E. of van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp dat de aanvraag voor verhoogde subsidie verantwoordt.

§ 4. Voor de aanvragen tot verhoogde subsidie bedoeld in artikel 7, 8 en 9, vraagt de aanvrager de verhoging van de subsidie aan, preciseerd het bedrag van de gevraagde verhoging en verantwoordt de aanvraag.

Art. 21. § 1. Op basis van de overgemaakte documenten door de administratie keurt het College de uitbetaling van de subsidie voor de aankoop goed, bepaalt het maximum subsidiëerbaar bedrag en legt het vast in het budget.

§ 2. Dit principeakkoord is geldig voor de periode van 1 jaar, en vòòr het vervallen van deze termijn dient ofwel de aanvraag tot definitieve toekenning van de subsidie, ofwel de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord te worden ingeleid.

§ 3. Het dossier voor de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager, die de aanvraag tot verlenging goedkeurt, het aantal trimesters waarop de verlenging slaat, het geschatte bedrag van de werken, de waarde van het gebouw en het geschatte bedrag van de werken voor de inrichting en die er zich toe verbindt de voorwaarden van toekenning van de subsidie bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet alsook de normen bepaald door de O.N.E. te respecteren;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid wanneer deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen moet deze deliberatie worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.
- 2° De lijst van de ondernomen acties en de redenen waarom ze niet geslaagd zijn;
- 3° De actualisering van de memorie neergelegd bij de aanvraag van het principeakkoord;
- 4° Het aantal trimesters waarop de aanvraag tot verlenging slaat.

§ 4. Op basis van de documenten overgemaakt aan de administratie neemt het College zijn beslissing en hecht zijn eventuele goedkeuring voor de verlenging van de geldigheid van het principeakkoord voor een aantal trimesters dat het zelf bepaalt.

Afdeling 2. — Voorontwerp

Art. 22. De aanvrager leidt bij de administratie een dossier in van voorontwerp.

Art. 23. Het dossier van voorontwerp is overeenkomstig de normen van de O.N.E. en bevat de volgende elementen :

- 1° De administratieve documenten :
 - a) De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager de studie toe te vertrouwen aan een projectauteur;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.
 - b) Een attest dat de aanvrager in staat is de geschatte werken te financieren.
Dit attest dient vergezeld te zijn van bewijsstukken.
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient dit attest te worden opgemaakt door de Ontvanger en als bewijsstukken gelden de inschrijving in de uitgavenbegroting of de verbintenis om de uitgaven in te schrijven in een latere begroting;
 - c) De attesten betreffende de zakelijke rechten waarover de aanvrager beschikt over het in te richten gebouw of de bouwgrond.
- 2° De plannen :
 - a) Het inplantingsplan van het gebouw met aanduiding van de plaats van het gebouw en het niveau van de laagste verdieping.
 - b) De plannen van de verschillende niveaus, het geveluitzicht en de hoofddoorsneden op 1 of 2 percent inbegrepen deze van de bestaande gebouwen in geval van aanpassingen.
- 3° Een overzicht van de bruto gebouwde oppervlakken per verdieping, te bouwen of bestaand;
- 4° De lijst en de ramingen van de loten die afzonderlijk zullen worden toegewezen;
- 5° Voor elk lot, een beknopte technische nota die de bouwprocédés omschrijft, de verschillende schikkingen die moeten worden getroffen, de gebruikte materialen en de installaties die moeten worden voorzien;
- 6° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het voorontwerp goedkeurt alsook het geraamde bedrag en die zich ertoe verbindt de toekenningsvoorwaarden van de subsidie bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet te respecteren evenals de normen bepaald door de O.N.E..

In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.

In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.

Art. 24. Op basis van de documenten die werden overgemaakt door de administratie hecht het College zijn goedkeuring aan het voorontwerp dat werd voorgelegd. Deze goedkeuring is twee jaar geldig en het project dient voor de afloop ervan worden ingediend.

Afdeling 3. — Project

Art. 25. De aanvrager dient bij de administratie een projectdossier in. Dit dossier bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het bestek goedkeurt, de plannen en het geraamde bedrag en er zich toe verbindt de toekenningsvoorwaarden voor de subsidie bedoeld in artikel 5 en 6 van het decreet te respecteren alsook de normen bepaald door de O.N.E.;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient de deliberatie worden goedgekeurd door de voogdijoverheden.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.
- 2° Het bestek en zijn bijlagen, ondermeer de beschrijvende opmetingsstaat, het offerteformulier en het model van samenvattende opmetingsstaat;
- 3° De overzichtsplannen en alle detailplannen die nodig zijn voor het goede begrip van de werken;
- 4° De geraamde opmetingsstaat opgemaakt bij artikel van de samenvattende opmetingsstaat;
- 5° De stedenbouwkundige vergunning samen met het advies van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp;

6° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van bestaande capaciteit ofwel :

- a) een attest van de O.N.E. dat bevestigt dat het project voor opvang werd weerhouden in het kader van de O.N.E. programmatie;
- b) de aanwerving van een subsidiërende overheid voor de financiering van de werking van de opvang, met respect voor de toelatingsvoorwaarden bepaald door de O.N.E.;
- c) het bewijs dat de opvang over voldoende financiële middelen beschikt voor zijn werking met respect voor de voorwaarden bepaald door de O.N.E.;

Art. 26. Het project is overeenkomstig het goedgekeurde voorontwerp en de normen bepaald door O.N.E..

Art. 27. Op basis van de door de administratie overgemaakte documenten worden het project en de wijze waarop de opdracht wordt gegund ter goedkeuring voorgelegd aan het College.

Afdeling 4. — Definitieve beslissing van toekenning van de subsidie

Art. 28. De administratie wordt tenminste 15 dagen voor de datum van de opening van de offertes op de hoogte gebracht.

Indien ze het nodig acht laat ze zich vertegenwoordigen door één van haar leden.

Art. 29. De aanvrager maakt aan de administratie het dossier voor de aanvraag van de definitieve toekenning van de subsidie over.

Art. 30. Het dossier voor de aanvraag van de definitieve toekenning van de subsidie bevat de volgende documenten :

- 1° Het bestek, de kostenraming en de plannen die als basis dienden bij de toekenning;
- 2° De bewijzen van openbaarmaking of desgevallend de raadpleging van andere indieners;
- 3° De neergelegde offertes en hun bijlagen;
- 4° Een copie van de weerhouden offerte;
- 5° Desgevallend, het proces-verbaal van de opening van de offertes;
- 6° Een analyseverslag van de offertes ondertekend door zijn auteur;
- 7° De gemotiveerde deliberatie waarmee het bevoegde orgaan van de aanvrager de aanduiding vraagt van de opdrachtnemer en zijn offerte en het bedrag ervan goedkeurt.

In het geval van de gemeenten en de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheden.

In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.

Art. 31. Na afloop van deze procedure en op basis van de documenten overgemaakt door de administratie neemt het College de definitieve beslissing van toekenning van de subsidie en desgevallend de beslissing voor de toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 32. Het bevel tot het starten van de werken kan niet worden gegeven voordat de beslissing tot definitieve toekenning van de subsidie werd genomen.

Op het moment dat hij dit bevel naar de opdrachtnemer stuurt, laat hij eveneens een copie aan de administratie bezorgen.

Art. 33. De voorschotten op de subsidie zullen worden uitgekeerd aan de aanvrager tot negen tienden van vorige toezeggingen, mits voorlegging van een aangifte van schuldvordering ondertekend door de aanvrager, vergezeld van één of meerdere vorderingsstaten of schuldvorderingen van de aannemer of één of meerdere facturen.

Art. 34. Enkel de bijkomende werken of nodige wijzigingswerken, buiten de macht van de aanvrager en die niet voorzien waren op het ogenblik van de toekenning, kunnen genieten van een bijkomende subsidie toegekend door het College op basis van de door de administratie overgemaakte documenten.

Art. 35. De aanvrager krijgt de voorlopige goedkeuring onder de voorwaarden voorgeschreven door het bestek. De administratie wordt geïnformeerd tenminste 15 dagen voor de datum bepaald voor ontvangst.

Art. 36. Wanneer de werken voltooid en opgeleverd zijn, wordt het bedrag van de subsidie vastgesteld in functie van de eindrekening en het overblijvende tiende van de oorspronkelijke verbintenis wordt, desgevallend, uitgekeerd aan de aanvrager.

Afdeling 5. — Eindrekening van de onderneming

Art. 37. De aanvrager dient bij de administratie de eindrekening in van de onderneming.

Art. 38. Het dossier met de eindrekening van de onderneming bevat de volgende documenten

- 1° Het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
- 2° Een tabel met het bedrag verschuldigd aan de aannemer;
- 3° De bewijsstukken en afrekeningen m.b.t. voornoemde tabel;
- 4° Een tabel met de staat van vooruitgang;
- 5° Een tabel met de rechtvaardiging van de uitvoeringstermijn en bijlagen;
- 6° Eventueel, de eindfactuur van de aannemer;
- 7° Eventueel, de factuur van het geotechnisch onderzoek;
- 8° Eventueel, de facturen m.b.t. de aansluitingen gas-water-elektriciteit;

- 9° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van bestaande capaciteit, de toelating van de O.N.E.;
- 10° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager die de eindrekening en het eindbedrag goedkeurt;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid wanneer deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.
- 11° Eventueel, een schuldvordering ondertekend door de aanvrager.

Art. 39. Het bedrag van de onderneming die de subsidie krijgt toegekend omvat de volgende posten :

- 1° Het totale bedrag verschuldigd aan de aannemer met aftrek van de niet subsidieerbare posten van de inschrijving en de afrekeningen en geweigerde wijzigingswerken, maar inbegrepen de proportionele contractuele herzieningen van het subsidieerbare bedrag die voortvloeien uit de toepassing van het bestek dat de aanneming regelt van de gesubsidieerde onderneming voor zover dit document het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande goedkeuring door het College zoals voorzien in artikel 24, 27 en 31;
- 2° Het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;
- 3° Het bedrag van de algemene kosten, die forfaitair werd bepaald op 10 percent van het totaal van de bedragen genoemd sub 1° et 2°;
- 4° De kosten van eventuele geothermische proeven;
- 5° De kosten van de aansluitingen gas-water-elektriciteit voor zover ze werden aangebracht door distributie-bedrijven.

Art. 40. Op basis van de documenten overgemaakt door de administratie keurt het College de eindrekening van de onderneming goed en neemt desgevallend de beslissing voor het toekennen van een bijkomende subsidie.

Art. 41. Om het recht op de toegekende subsidie te behouden levert de aanvrager binnen de negen maanden voorafgaand aan het beëindigen van de werken, een copie van de toekenning door de O.N.E. aan de opvang.

HOOFDSTUK VI. — *Toekenning van subsidies voor de uitrusting en de eerste meubelen*

Afdeling 1. — Principeakkoord

Art. 42. § 1. De aanvrager doet bij de administratie een aanvraag tot een principeakkoord voor de de uitrusting en de eerste meubelen.

De aanvraag tot een principeakkoord bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager met vermelding van het aantal nieuwe plaatsen en/of het aantal betrekken bestaande plaatsen en die de aanvraag tot een principeakkoord goedkeurt, en het bedrag van de raming van de benodigdheden en die er zich toe verbindt de toekenningsvoorwaarden voor subsidies bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet, evenals de normen bepaald door de O.N.E. te respecteren.
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig de statuten en het ondernemingsnummer van de aanvrager dient erin te worden vermeld.
- 2° Een attest dat bevestigt dat er nog geen benodigdheden werden besteld die het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot principeakkoord;
- 3° Een raming van de uitrusting en/of de eerste meubelen;
- 4° Een korte technische nota per lot;
- 5° Een overzicht van de bankrekening.

§ 2. Deze aanvraag tot principeakkoord wordt vergezeld van een memorie met de redenen die de aankoop van deze benodigdheden rechtvaardigen.

Dit memorie bevat de volgende elementen :

- 1° Een situatieplan;
- 2° De stand van vooruitgang van het project (bestaand gebouw, in aanbouw, desgevallend de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning,...);
- 3° De geplande openingsdatum van de opvang, jaar en trimester, en tevens een tijdschema van de operaties die de opening voorafgaan. Dit tijdschema heeft ondermeer betrekking op de aankoop van het gebouw en de uit te voeren werken, en desgevallend op de bouw van de opvang;
- 4° Het aantal betrokken nieuwe plaatsen en het aantal betrokken bestaande plaatsen;
- 5° Voor het aantal nieuwe plaatsen die een uitbreiding van de kinderopvang mogelijk maken, een nota die aangeeft of het project van opvang valt onder één van de prioriteiten bedoeld in artikel 12 of in een buurt ligt waar de voorzieningsgraad lager is dan 25% overeenkomstig artikel 2, § 2, alinea 5 van het decreet;
- 6° In het geval van nieuwe capaciteit of uitbreiding van de bestaande capaciteit het bewijs van de introductie bij de O.N.E., van een toelatingsaanvraag of een aanvraag tot erkenning die bevestigt dat het project van de opvang werd weerhouden in het kader van de O.N.E. programmatie;
- 7° In het geval van nieuwe capaciteit of uitbreiding van de bestaande capaciteit, een nota met de vooruitzichten op het gebied van financiering van de werking van de nieuwe opvang.

§ 3. Voor de aanvragen tot verhoogde subsidie bedoeld in artikel 6, bevat de memorie een verslag van de O.N.E. of van de Dienst Brandweer en Dringende Medische Hulp dat de aanvraag voor verhoogde subsidie verantwoordt.

§ 4. Voor de aanvragen tot verhoogde subsidie bedoeld in artikel 7, 8 en 9, vraagt de aanvrager de verhoging van de subsidie aan, precificeert het bedrag van de gevraagde verhoging en verantwoordt de aanvraag.

Art. 43. § 1. Op basis van de documenten overgemaakt door de administratie hecht het College principieel zijn goedkeuring aan de toekenning van een subsidie, bepaalt het maximum subsidieerbare bedrag en laat het in de begroting inschrijven.

§ 2. Dit principeakkoord is geldig voor de periode van 1 jaar, en vòòr het vervallen van deze termijn dient het projectdossier van de uitrusting en/of de eerste meubelen ofwel de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord te worden ingeleid.

§ 3. Het dossier voor de aanvraag tot verlenging van de geldigheid van het principeakkoord bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager, die de aanvraag tot verlenging goedkeurt, het aantal trimesters waarop de verlenging slaat, het geschatte bedrag van de werken, de waarde van het gebouw en het geschatte bedrag van de werken voor de inrichting en die er zich toe verbindt de voorwaarden van toekenning van de subsidie bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet alsook de normen bepaald door de O.N.E. te respecteren;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig de statuten.
- 2° De lijst van de ondernomen acties en de redenen waarom ze niet geslaagd zijn;
- 3° De actualisering van de memorie neergelegd bij de aanvraag van het principeakkoord;
- 4° Het aantal trimesters waarop de aanvraag tot verlenging slaat.

§ 4. Op basis van de documenten overgemaakt aan de administratie neemt het College zijn beslissing en hecht zijn eventuele goedkeuring over de verlenging van de geldigheid van het principeakkoord voor een aantal trimesters dat het zelf bepaalt.

Section 2. — Project

Art. 44. De aanvrager dient bij de administratie een projectdossier in. Dit dossier is overeenkomstig de normen bepaald door de

O.N.E. en bevat de volgende documenten :

- 1° De deliberatie van het bevoegde orgaan van de aanvrager dat het bestek goedkeurt, de inventaris en het bedrag van de raming, en de verbintenis dat hij de toekenningsvoorwaarden voor de subsidie, bepaald in artikel 5 en 6 van het decreet en tevens de normen bepaald door de O.N.E. zal respecteren;
In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.
In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig de statuten.
- 2° Het bestek en zijn bijlagen, ondermeer de beschrijvende opmetingsstaat, het offerteformulier en het inventarismodel;
- 3° Een gedetailleerde raming per artikel van de inventaris;
- 4° Een attest dat bevestigt dat de aanvrager in staat is zijn deel van de geraamde benodigdheden te financieren. Dit attest dient vergezeld te zijn van bewijsstukken.
In het geval van de gemeenten en de centra voor sociale actie wordt dit attest opgesteld door de Ontvanger en als bewijselement geldt de inschrijving van de uitgave in de begroting of de verbintenis om deze in te schrijven in een latere begroting;
- 5° In geval van nieuwe capaciteit of verhoging van bestaande capaciteit, ofwel :
 - a) een attest van de O.N.E. bevestigend dat het project voor opvang werd weerhouden in het kader van de O.N.E. programmatie.
 - b) het inschakelen van een subsidiërende overheid met betrekking tot het financieren van de werking van de opvang, met respect voor de toelatingsvoorwaarden bepaald door de O.N.E.;
 - c) het bewijs dat de opvang over een voldoende financiering beschikt voor de werking ervan met respect voor de toelatingsvoorwaarden bepaald door de O.N.E.;

Art. 45. Op basis van de documenten overgemaakt aan de administratie worden het project en de wijze van de gunning van de opdracht ter goedkeuring voorgelegd aan het College.

Section 3. — Definitieve toekenning van de subsidie

Art. 46. De administratie wordt op de hoogte gebracht tenminste 15 dagen voor de opening van de offertes. Wanneer ze het nodig acht, laat ze zich vertegenwoordigen door één van haar leden.

Art. 47. De aanvrager maakt aan de administratie het dossier van de aanvraag tot definitieve toekenning van de subsidie over.

Art. 48. Het dossier bevat de volgende elementen :

- 1° Het bestek, de kostenraming en de plannen die als basis dienden bij de toekenning;
- 2° De bewijzen van openbaarmaking of desgevallend de raadpleging van andere indieners;
- 3° De neergelegde offertes en hun bijlagen;
- 4° Een copie van de weerhouden offerte;
- 5° Desgevallend, het proces-verbaal van de opening van de offertes;
- 6° Een analyseverslag van de offertes ondertekend door zijn auteur;
- 7° De gemotiveerde deliberatie waarmee het bevoegde orgaan van de aanvrager de aanduiding vraagt van de opdrachtnemer en zijn offerte en het bedrag voor de bestelling van de opvang goedkeurt.

In het geval van de gemeenten en de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheden.

In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig hun statuten.

Art. 49. Na afloop van deze procedure en op basis van de documenten overgemaakt door de administratie neemt het College de definitieve beslissing van toekenning van de subsidie en desgevallend de beslissing voor de toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 50. Het bevel tot het leveren van de benodigdheden kan niet worden gegeven voordat de beslissing tot definitieve toekenning van de subsidie werd genomen.

Op het moment dat hij dit bevel naar de opdrachtnemer stuurt, laat hij eveneens een copie aan de administratie bezorgen.

Art. 51. De voorschotten op de subsidie zullen worden uitgekeerd aan de aanvrager tot negen tienden van vorige toezeggingen, mits voorlegging van een aangifte van schuldvordering ondertekend door de aanvrager, vergezeld van één of meerdere gedetailleerde facturen.

van de leverancier.

Section 4. — Eindrekening van de benodigdheden

Art. 52. De aanvrager dient bij de administratie de eindrekening van de benodigdheden in.

Art. 53. Het dossier met de eindrekening van de benodigdheden bevat de volgende documenten :

- 1° Het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;
- 2° Een tabel met de facturen en het totaal verschuldigde bedrag aan de leverancier;
- 3° Rechtvaardiging van de eventuele wijzigingen ten opzichte van de goedgekeurde offerte;
- 4° In het geval van nieuwe capaciteit of uitbreiding van de bestaande capaciteit, de toelating of de erkenning van de O.N.E.;
- 5° De gemotiveerde deliberatie waarmee het bevoegde orgaan van de aanvrager de eindrekening en de eindmarktprijs goedkeurt.

In het geval van de gemeenten of de centra voor sociale actie dient deze deliberatie te worden goedgekeurd door de voogdijoverheid indien deze goedkeuring vereist is.

In de andere gevallen dient deze deliberatie te worden ondertekend overeenkomstig de statuten.

Art. 54. Het bedrag van de benodigdheden dat in aanmerking komt voor subsidies bevat de volgende posten :

- 1° Het totaalbedrag verschuldigd aan de leverancier met aftrek van de niet subsidieerbare posten van de indiening en de niet aanvaarde wijzigingen;
- 2° Het bedrag van de belasting op de toegevoegde waarde;
- 3° Het bedrag van de algemene kosten, forfaitair vastgesteld op 10 percent van het totaal van de bedragen vermeld 1° en 2°.

Art. 55. Op basis van de documenten overgemaakt door de administratie hecht het College zijn goedkeuring aan de eindrekening van de benodigdheden en neemt desgevallend de beslissing voor de toekenning van een bijkomende subsidie.

Art. 56. Om het recht te behouden op de toegekende subsidie levert de aanvrager binnen de 9 maanden na de levering een copie van de toekenning of de erkenning van de toestemming verleend door de O.N.E. aan de opvang.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 57. De principeakkoorden gegeven overeenkomstig artikel 18 van het besluit 2013/576 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 septembre 2013 ter ondersteuning van de kinderopvang krachtens artikel 9 van dit besluit kunnen worden verlengd na beslissing van het College voor een maximum duur van 12 maanden, op basis van een aanvraag tot verlenging ingeleid bij de administratie vóór 30 juni 2017.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 58. Het besluit 2013/576 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 septembre 2013 ter bepaling van de criteria en de modaliteiten van toekenning van subsidies ter ondersteuning van de kinderopvang, wordt geschrapt.

Art. 59. Het Lid van het College bevoegd voor de Kinderopvang wordt belast met de uitvoering van dit besluit. Opgemaakt te Brussel, op 8 december 2016.

Door het College :

Mevr. F. LAANAN,

Voorzitster van het College bevoegd voor de Kinderopvang.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00764]

Korpschef van de lokale politie. — Hernieuwing van het mandaat

Bij koninklijk besluit van 28 oktober 2016 wordt het mandaat van de heer Jean-Pol LEGROS, als korpschef van de lokale politie van de politiezone FLORENNES/WALCOURT, met ingang van 23 november 2016 voor vijf jaar hernieuwd.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00764]

Chef de corps de la police locale. — Renouvellement de mandat

Par arrêté royal du 28 octobre 2016, la désignation de Monsieur Jean-Pol LEGROS, à l'emploi de chef de corps de la police locale de la zone de police FLORENNES/WALCOURT est prolongée pour un terme de cinq ans à partir du 23 novembre 2016.